

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

IDCC : 1596. – **BÂTIMENT**

Ouvriers

(Entreprises occupant moins de 10 salariés)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

IDCC : 1597. – **BÂTIMENT**

Ouvriers

(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD PARITAIRE DU 19 OCTOBRE 2006
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} OCTOBRE 2006
(PICARDIE)

NOR : *ASET0750090M*

IDCC : *1596, 1597*

Entre :

La fédération française du bâtiment de Picardie ;

L'union régionale des sociétés coopératives ouvrières de production de
Picardie ;

L'union régionale CAPEB de Picardie,

D'une part, et

L'union régionale de Picardie FO ;

L'union régionale de Picardie CFDT ;

L'union régionale de Picardie CFTC,

D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application des articles 12.8 et 12.9 des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990 (étendues par arrêtés ministériels du 8 février 1991 et du 12 février 1991), concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'une part, par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'autre part, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Picardie.

Article 2

Pour la région Picardie, les parties signataires du présent accord ont fixé les barèmes des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

(En euros.)

CATÉGORIE professionnelle	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL minimal pour 151,67 h (35 heures hebdomadaires)	TAUX horaire minimal
Niveau I Ouvriers d'exécution :			
– position 1	150	1 254,31	8,27
– position 2	170	1 275,54	8,41
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 307,40	8,62
Niveau III Compagnons professionnels :			
– position 1	210	1 377,16	9,08
– position 2	230	1 475,75	9,73
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe :			
– position 1	250	1 572,82	10,37
– position 2	270	1 672,92	11,03

Article 3

Le présent barème des salaires minimaux entrera en application au 1^{er} octobre 2006, pour une durée de 12 mois minimum.

Les salaires réels seront librement débattus au sein des entreprises.

Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord, fait en 15 exemplaires, sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail et remis au secrétariat-greffe des conseils de prud'hommes de Picardie.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Fait à Amiens, le 19 octobre 2006.

(Suivent les signatures.)